



NOTRE DOSSIER: GILETS JAUNES, SIX MOIS DE RÉVOLTE DES OUBLIÉS PARTI PRIS

## Un pouvoir incendiaire

La fable de l'attaque de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière par des manifestants lors du 1er Mai est le mensonge de trop d'un pouvoir qui nie la réalité de son impopularité. Sa dérive autoritaire le rend complice du pire : la ruine de toute éthique démocratique.

Edwy Plenel

3 mai 2019 à 19h17

---

Cette présidence voudrait exciter les colères à son endroit qu'elle ne s'y prendrait pas autrement. Le mensonge sur l'introuvable « *attaque* » de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière par une horde de manifestants violents ne saurait être imputé à la seule incompétence du ministre de l'intérieur Christophe Castaner ([lire l'article d'Ellen Salvi](#)). Repris en boucle par les gouvernants, jusqu'au premier ministre lui-même, en passant par la ministre de la santé et le directeur de l'AP-HP, ce n'est que l'énième provocation d'un pouvoir qui n'a de cesse, depuis le surgissement des gilets jaunes, de violenter ceux qui le contestent, par les mots de la propagande comme par les actes de la répression.

La réponse démagogique d'Emmanuel Macron à l'incendie accidentel de Notre-Dame de Paris restera comme une métaphore de ce qu'est devenue sa présidence, à rebours de sa promesse originelle d'une « *révolution démocratique profonde* » : un pouvoir incendiaire. Congédiant avec mépris les attentes populaires, ramenées aux tumultes d'une politique sans esprit ni hauteur, réduites en somme à l'éphémère et au contingent quand il serait seul comptable de l'essentiel et du durable, il s'est d'emblée saisi de ce fait divers comme s'il s'agissait d'une terrible épreuve nationale et morale, au même titre que l'aurait été un attentat terroriste.

À l'instar des précédents du 11-Septembre américain avec la perte du Patriot Act ou du Bataclan français avec l'égaré de la déchéance de nationalité, il s'est dès lors senti légitime pour continuer à passer en force, dans le déni de l'exigence démocratique portée depuis six mois par le mouvement social des gilets jaunes. Enfermé dans sa tour d'ivoire présidentielle, il persiste à imposer son propre agenda, refusant tout véritable dialogue, délégitimant la protestation populaire, appelant à sa répression policière, excluant tout discours d'apaisement. Attisant une haine de classe envers un peuple d'invisibles, il entretient la peur au lieu de veiller à la concorde.



Emmanuel Macron à Souillac (Lot), devant 600 maires, le 18 janvier 2019. © Reuters

Selon une vieille acception, incendiaire qualifie aussi, dit le Larousse, ce « *qui est propre ou vise à échauffer les esprits, à inciter à la révolte ou à la sédition* ». Depuis que les gilets jaunes se sont imposés dans le débat public, le pouvoir n'a cessé de vouloir les discréditer et les délégitimer. De « *la foule haineuse* » à « *Jojo le gilet jaune* », ils ont été renvoyés au statut de plèbe ignare et dangereuse, obscure et menaçante, réduits à la violence, aux incidents et aux dérapages, dans l'ignorance entêtée de la dynamique politique originale et inédite de ce mouvement auto-organisé.

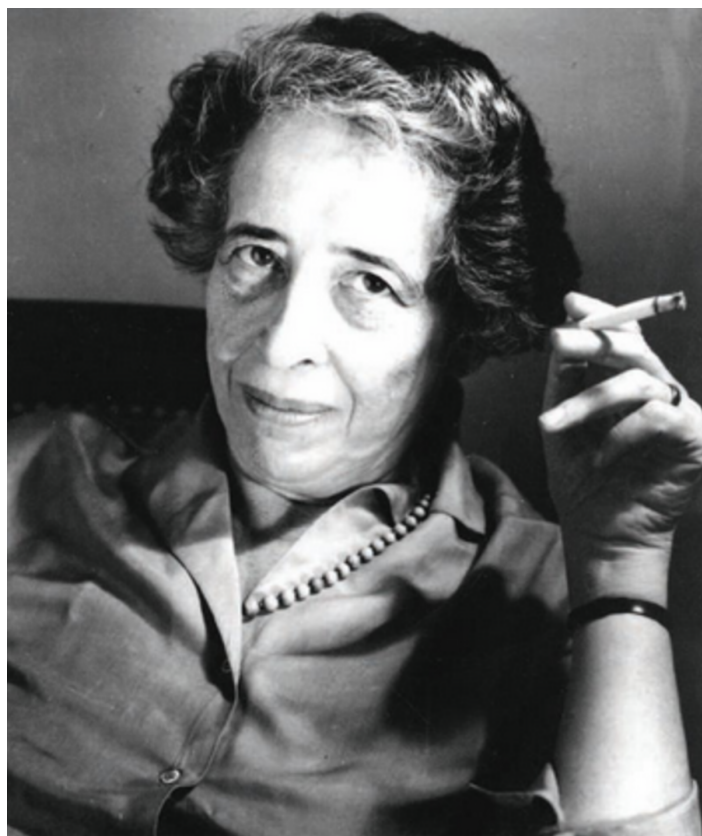
Mensonge et répression sont ici les deux faces d'une même politique d'humiliation et de négation de celles et ceux qui, prenant au sérieux leur condition de citoyen, sont sortis de leur isolement et de leur solitude, faisant chemin les uns vers les autres pour s'assembler aux ronds-points des causes communes de l'égalité. Les discours officiels qui nient cette réalité, au point de lui inventer sans vergogne une légende noire, accompagnent la volonté concrète d'en effacer l'expression publique par la remise en cause d'un droit fondamental, celui de manifester, de contester et de protester.

« *Nous avons une presse qui ne cherche plus la vérité* », avait osé déclarer le chef de l'État fin juillet 2018, quand il se mettait lui-même en avant comme bouclier d'Alexandre Benalla. Le contraste entre la protection dont a bénéficié ce dernier, pour lequel le président n'a cessé de réclamer l'indulgence, et la répression constamment exigée à l'encontre des gilets jaunes, jusqu'à banaliser des violences policières sans précédent, suffit à dire combien il s'agissait d'une antiphrase, celle d'un pouvoir qui craint la vérité au point de la nier.

Le mensonge semble lui être devenu une seconde nature, largement documentée sur Mediapart ([lire l'article de Michaël Hajdenberg](#)). Depuis, de nouveaux exemples se sont ajoutés à l'inventaire, des ventes d'armes pour la sale guerre du Yémen aux diverses « *fake news* » sur les manifestations, dont la toute dernière lors du 1<sup>er</sup> Mai, en passant par le refus d'assumer son passé à l'extrême de la droite de la tête de liste LREM aux élections européennes. Inhabituel chez un parti supposé de gouvernement, l'usage sans éthique des réseaux sociaux par les cellules de riposte du mouvement présidentiel aggrave ce climat de négation de la vérité au profit de la rumeur, de la calomnie, de l'insulte.

Au régime du coup d'État permanent, le macronisme ajoute l'usage permanent du faux. Plus de raison commune, plus de vérité partagée, plus de réel maîtrisé, seule compte l'affirmation qui confortera le pouvoir,

fût-elle sans véracité aucune. Il ne s'agit plus seulement de mentir pour dissimuler, mais de mentir pour effacer. « *La différence entre le mensonge traditionnel et le mensonge moderne revient le plus souvent à la différence entre cacher et détruire* », notait la philosophe Hannah Arendt dans *Vérité et politique* (1967).



Hannah Arendt

Dans *Du mensonge en politique* (1969) qui lui fait suite, elle soulignait le rôle néfaste pour la démocratie de ces « *spécialistes de la solution des problèmes* » qui s'immiscent au cœur de l'État en étant « *persuadés que la politique n'est qu'une variété des relations publiques* ». Dans une mise en garde prophétique, Arendt remarquait combien ces conseillers, communicants, experts manœuvriers et stratèges cyniques – dont l'entourage macronien issu du strauss-kahnisme offre de nombreux spécimens – « *ont quelque chose en commun avec les menteurs purs et simples : ils s'efforcent de se débarrasser des faits et sont persuadés que la chose est possible parce qu'il s'agit de réalités contingentes* ».

C'est ainsi que, sous ce gouvernement, la France officielle s'entête à nier ce que tous les défenseurs des droits humains constatent, qu'ils soient français (du Défenseur des droits au président de la CNCDH) ou étrangers (du Conseil de l'Europe aux rapporteurs des Nations unies) : la dangereuse régression des libertés dans le pays qui s'enorgueillissait d'avoir déclaré les droits de l'homme et du citoyen. Dès lors, la violence symbolique des mensonges et les violences effectives d'une répression transgressive, sans trop de frein ni de précaution, chauffent à blanc le pays au lieu d'en chercher l'apaisement.

Ceux qui défilent avec les gilets jaunes seront « *complices du pire* », a un jour déclaré Emmanuel Macron. La formule peut aisément lui être retournée : est complice du pire un pouvoir qui, pour perdurer, ruine toute éthique démocratique, ment à répétition, viole les libertés, disqualifie son propre peuple, calomnie ses oppositions, assume son indifférence à l'injustice, pousse à la faute les forces de l'ordre, ne dit mot des manifestants gravement blessés, incite aux condamnations expéditives, n'a jamais une parole de compassion ou d'empathie...

Ce président se comporte comme si sa victoire de 2017 lui avait offert un blanc-seing pour cinq ans. Or c'est ainsi

qu'il s'enferme dans une fuite en avant dangereuse pour la démocratie elle-même, sa culture, ses institutions, ses équilibres. Une course vers l'inconnu qui n'exclut pas l'abîme. Car, dans son aveuglement narcissique, il se trompe doublement : sur l'essence de la démocratie ; sur la nature de son élection.

La démocratie n'est pas cette « *tyrannie douce* » qu'entrevoit déjà Tocqueville, où le peuple n'est invité à sortir de sa servitude que pour choisir son maître avant d'être congédié de nouveau. C'est un écosystème fragile qui suppose des pouvoirs séparés, des contre-pouvoirs actifs et, surtout, l'expression permanente du peuple lui-même, garantie par le respect des droits fondamentaux sans l'exercice desquels le droit de vote n'est plus qu'une fiction : droits de se réunir, de s'exprimer, de manifester, de s'informer.

Quant à l'élection de 2017, faute de choix face à l'extrême droite, elle a précisément investi ce président à l'élection improbable de ce dont il ne veut pas tenir compte : la sourde crise démocratique française, cette « *crise de la représentation politique devenue endémique et quasi structurelle* », selon le récent bilan de la chercheuse Anne Muxel (*Histoire d'une révolution électorale 2015-2018*, Classiques Garnier, avec Bruno Cautrès). Loin d'enrayer cette crise, le nouveau pouvoir l'a renforcée, constate-t-elle, faute d'avoir pris en compte l'événement essentiel que masquait sa victoire : la montée inédite de l'abstention et l'importance du recours au vote blanc.

Électeurs politisés en « *retrait du jeu politique* », un « *malaise démocratique* », une « *demande de démocratisation des rouages mêmes de la représentation politique* » : autant de formules pour résumer le mandat issu du « chamboule-tout » de 2017, à mille lieues du pouvoir personnel égocentrique incarné par Emmanuel Macron dans sa revendication d'une présidence jupitérienne. Les gilets jaunes, que le pouvoir et ses relais intellectuels n'ont cessé de rabattre sur l'extrême droite, sont d'abord l'expression politique et sociale de cette réalité abstentionniste : un désir de démocratie.

Si, au-delà de leurs insuffisances ou de leurs entourloupes, les substantielles mesures économiques et sociales obtenues par la mobilisation entêtée des gilets jaunes – dont l'efficacité peut en remonter à l'impuissance des organisations syndicales – ne suffisent pas à calmer leur colère, c'est précisément parce que leur mouvement porte la question démocratique laissée en jachère depuis deux ans. Ce qui l'unifie, dans sa diversité de milieux et de sensibilités, c'est cette conscience aiguë que la promesse d'une « *révolution démocratique profonde* », non tenue, pis, saccagée et reniée, dégénère sous nos yeux en régression démocratique profonde.

Le surgissement des gilets jaunes a correspondu avec la sortie, à l'automne 2018, du film de Pierre Schoeller, *Un peuple et son roi*, qui narre la désaffection rapide du peuple de 1789 pour Louis XVI, conduisant à la mise à bas radicale de l'Ancien Régime. Parce qu'il refuse de remettre en cause la monarchie élective épuisée sur laquelle il trône, parce qu'il préfère le confort illusoire du mensonge et de la répression, Emmanuel Macron prend le risque de devenir un roi sans peuple.

**Edwy Plenel**

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Stéphane Allières et Carine Fouteau

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdrion, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

**Rédaction et administration** : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : Société Editrice de Mediapart

**Abonnement** : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr) ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.